



# LA NATION

Bimensuel de la Ligue vaudoise fondé en 1931

SI QUA FATA SINANT

Fr. 3.50 / Abonnement annuel: 85.- / étudiants: 37.-

## 31 milliards pour l'armée

Aujourd'hui, seuls six des dix-sept bataillons d'infanterie de notre armée sont complètement dotés en moyens lourds. Quant à la défense anti-aérienne, nos systèmes sont trop peu nombreux et obsolètes. La Suisse est aujourd'hui incapable de protéger simultanément ne serait-ce que ses principales infrastructures critiques.

La persistance de ces lacunes depuis trente ans révèle l'ampleur du mépris d'une partie de la classe politique pour l'armée, de la fin de la guerre froide à la guerre en Ukraine. Durant cette période, le budget de l'armée, péniblement maintenu autour des quatre milliards en chiffres absolus, s'effondrait en chiffres relatifs. En 1990, il représentait encore 1,33 % du PIB, pour 0,66 % en 2024. La part du budget militaire sur le ménage fédéral passa de 15,8 % à 6,6 %.

Le Conseil fédéral réclame donc 31 milliards. Cette somme permettrait de ramener de 2035 à 2032 le moment où le budget militaire atteindrait 1 % du PIB, soit la moitié de ce que l'OTAN exige de ses membres, donc notamment de nos voisins.

Pour le gouvernement, les finances actuelles de la Confédération sont insuffisantes pour être sollicitées. Il propose en revanche d'augmenter la TVA de 0,8 point pour la porter à 8,9 %. Il promet que l'augmentation sera temporaire.

Le taux de la TVA figure dans la Constitution, à hauteur d'un seuil de 6,5 % (art. 130 al. 1). Chaque augmentation fait l'objet d'un alinéa supplémentaire, chaque fois soumis au référendum obligatoire. Ce fut le cas en 2014 pour les investissements ferroviaires et en 2022

et 2024 pour l'AVS. Ce sont en fait des « fonds affectés ». Une partie de la TVA doit obligatoirement aller en faveur du domaine désigné. L'avantage est de sanctuariser un mode de financement et de le mettre à l'abri des débats et compromis parlementaires. La conséquence en est une déresponsabilisation des Chambres qui rechigneront à consentir à de nouveaux efforts militaires sur le budget ordinaire, au motif que celui-ci est

**La Suisse est incapable de protéger simultanément ses principales infrastructures critiques.**

déjà partiellement garanti par trois milliards annuels de TVA.

La limitation dans le temps promise par le Conseil fédéral nous rend sceptiques. Il faudra certes repasser devant le peuple et les Cantons pour prolonger l'impôt. Mais il sera facile à un gouvernement catastrophiste de brandir la menace qu'un refus en votation serait fatal aux mesures concernées.

Plus préoccupante est la perspective, dénoncée par les milieux économiques, d'une généralisation du recours à la TVA. On assisterait à un « empilement » d'augmentations supplémentaires, en faveur des infrastructures ferroviaires, de la troisième rente ou des coûts de la santé.

Que ces recours à la TVA soient chaque fois précédés d'un vote revient à introduire par la bande un référendum financier qui n'existe pourtant pas au niveau fédéral.

On comprend d'ailleurs bien pourquoi. Dans ces situations, l'objet exact du vote n'est jamais aussi clair que lorsqu'un texte est en cause: vote-t-on sur un modèle d'avion, un mécanisme de financement, une augmentation de budget, une analyse de la menace ou contre le bilan d'un conseiller fédéral? Les opposants acquièrent de la sorte le pouvoir d'enliser la problématique elle-même, ce qui n'est pas de la bonne démocratie directe.

D'autres propositions ont vu le jour. Dans le dernier numéro de *Notre armée de milice*, Jean-Luc Addor propose la mise en place d'un emprunt de défense nationale. Il s'inspire de ce que Rudolf Minger fit à trois reprises entre 1936 et 1938. Autrement-dit, il préconise que la Confédération émette sur les marchés financiers des obligations, dont le prix de souscription irait au budget militaire. Cela permettrait aux entreprises et aux citoyens de participer à l'effort de réarmement. La population ne subirait aucune charge fiscale supplémentaire. Pour les investisseurs, le risque serait nul, tant la Confédération compte parmi les débiteurs les plus fiables au monde.

Cette idée est très séduisante. M. Addor prétend que le frein à l'endettement n'y fait pas obstacle. La question peut quand même se poser: la Constitution prévoit que seule la survenance de « besoins financiers exceptionnels » permet d'y surseoir. Ce fut le cas avec le Covid ou le sauvetage d'UBS.

Le retour de la guerre en Europe était-il aussi imprévisible que le Covid? Si les mêmes irresponsables qui refusèrent pendant trente ans d'envisager le pire en matière militaire refusent de lever cet obstacle du frein à l'endettement, la Confédération n'aura pas d'autre choix que de prélever dans le reste de son budget pour rétablir enfin un équilibre financier en faveur de la défense.

Félicien Monnier

## La dégénérescence du polar

À la télévision, les films policiers ne sont plus ce qu'ils devraient être. À la place d'énigmes sanglantes et dures, on nous présente des enquêtes enjolivées de problèmes sentimentaux. Le commissaire local se voit adjoindre une inspectrice spécialisée qui marche sur ses plates-bandes et avec laquelle il ne s'entend d'abord pas; mais le travail les rapproche et ils finiront peut-être par se mettre en couple. Ou la capitaine doit faire équipe avec un officier venu du chef-lieu qui fut son amant du temps de leurs études; vont-ils se haïr ou se rabibocher? Voilà ce qu'est devenu le suspense. Ou l'enquêtrice a des gros soucis avec son fils, un ado rebelle qu'elle élève seule; parviendra-t-elle à le remettre sur le droit chemin? Ainsi, la recherche du criminel se combine-t-elle avec la recherche d'une harmonie conjugale ou familiale dont le spectateur – moi en tous cas – n'a nulle envie de suivre les épisodes successifs. Car il aime le polar noir, et on lui offre un roman à l'eau de rose.

C'est une altération regrettable de ce type de fiction, qui exige que le récit se concentre sur l'élucidation du délit. Cette tendance sentimentale n'a que peu d'exceptions; celle peut-être du montagnard Hugo, solitaire dans les éboulis; ou de la capitaine Mar-

leau, dont la dégaine ne peut éveiller de tendres sentiments. On n'en voit guère d'autres.

Pourtant les classiques devraient inspirer les auteurs d'aujourd'hui. Car il n'y a pas place à la romance dans les chefs-d'œuvre de cette littérature. Sherlock Holmes ne caresse que son violon, comme dérivatif à sa quête d'indices cachés. Hercule Poirot, d'une grande politesse à l'ancienne envers les femmes, n'en courtise aucune; avec une dame écrivain, il n'entretient à l'occasion qu'une relation intellectuelle et professionnelle. Jules Maigret, bougonnant dans le brouillard et buvant des demis à la Brasserie Dauphine, compte sur la patiente Mme Maigret pour, le soir venu, calmer sa mauvaise humeur et lui mijoter un ragoût de veau à l'ancienne; mais elle n'a rien à voir dans son travail. Nestor Burma, loin d'être insensible au charme féminin, ne s'intéresse qu'à ce charme et reprend la chasse. Voilà des détectives que rien ne détourne de leur métier. Voilà des histoires où la noirceur des criminels le dispute à l'obscurité des mobiles, où l'on tâtonne dans l'ombre jusqu'à l'inattendu dénouement. Le polar noir, on vous dit. Il faut respecter la loi du genre.

Jean-François Cavin

## Deux médailles vaudoises aux Jeux

Lors des récents Jeux olympiques d'hiver de Milan – Cortina, en Italie voisine, deux sportifs vaudois se sont illustrés en remportant des médailles.

Honneur aux dames: en skicross, Fanny Smith a terminé la finale au deuxième rang, derrière l'Allemande Daniela Maier et devant la Suédoise Sandra Näslund. La championne de Villars-sur-Ollon, qui disputait ses cinquièmes Jeux, a ainsi gagné sa troisième médaille olympique, en argent cette fois, après le bronze en 2018 en Corée du Sud (Pyeongchang) et en 2022 en Chine (Pékin). Fanny Smith est un bel exemple d'une sportive endurante et capable d'atteindre le plus haut niveau lors des grands rendez-vous.

En curling, le Lausannois Pablo Lachat, membre de l'équipe de Genève, a obtenu une belle médaille de bronze. Après un tour préliminaire parfait (neuf victoires en autant de matchs) et une défaite frustrante en demi-finale contre l'équipe écossaise représentant

la Grande-Bretagne, les Helvètes ont écrasé l'équipe de Norvège 9 à 1 lors de la finale pour la troisième place. Formé au club de Lausanne-Olympique, Pablo Lachat est le lanceur des deux premières pierres, et spécialiste du balayage de la glace, pour faire « curler » (tourner) les pierres de ses coéquipiers (le Bernois Sven Michel, le Soleurois Yannick Schwaller et le Genevois Benoît Schwarz).

Signalons enfin le diplôme olympique obtenu par la Veveysanne Caroline Ulrich, dans l'épreuve de sprint de ski-alpinisme, une discipline admise pour la première fois aux Jeux d'hiver.

Antoine Rochat

## Bien nommée

Une agence propose des voyages musicaux. L'accompagnatrice s'appelle Vanessa Chanson.

C.

## Catherine Colomb – Les maisons et leurs secrets

Il est des écrivains qui parlent d'un pays en le regardant de face, en le nommant, en le décrivant, en l'installant sous les yeux du lecteur comme une évidence. Et puis il y a ceux qui l'approchent autrement, par l'intérieur, à pas comptés, en longeant les murs, en écoutant ce qui ne se dit pas. Catherine Colomb appartient à cette seconde lignée. Elle n'a jamais prétendu dire le pays. Elle a préféré en observer les mécanismes silencieux, là où le réel ne s'expose pas, mais agit parfois jusqu'à contraindre.

Née à Saint-Prex en 1892, issue d'un milieu vaudois ancien, stable, solidement structuré, Catherine Colomb connaît de l'intérieur ce monde qu'elle ne cherchera ni à célébrer ni à dénoncer. Orpheline de mère très jeune, élevée par sa grand-mère maternelle, elle grandit dans un univers où la continuité familiale, la transmission tacite, le poids des lieux et des lignées s'imposent très tôt comme une donnée fondamentale. Elle fait des études classiques à Lausanne, prépare une thèse de doctorat qu'elle abandonne, et demeure toute sa vie dans le Pays de Vaud, malgré de longs séjours à l'étranger. Cette fidélité géographique n'a rien d'un repli: elle est le cadre d'une observation patiente, presque obstinée, mais aussi d'une lucidité qui ne se protège pas toujours contre la dureté de ce qu'elle met au jour.

Elle commence à écrire en secret dès les années 1920. Un premier roman, *Pile ou Face*, paraît en 1934 sous le pseudonyme de Catherine Tissot. Ce livre de jeunesse, tenu à distance par Colomb elle-même, marque moins une entrée en littérature qu'un seuil: la voix n'y est pas encore pleinement

trouvée, le monde pas encore resserré. Il faudra attendre l'après-guerre pour que Catherine Colomb engage ce qui constitue le cœur réel de son œuvre.

Entre 1945 et 1962 paraissent trois romans: *Châteaux en enfance*, *Les Esprits de la terre* et *Le Temps des anges*. Dix années séparent presque chaque publication. Ce rythme lent n'est pas accidentel. Il dit une exigence extrême, une méfiance envers la facilité, une écriture qui avance par concentration plutôt que par accumulation. Cette trilogie forme un ensemble cohérent, travaillé sur près de vingt ans, et constitue aujourd'hui l'un des sommets du roman romand du XX<sup>e</sup> siècle. Jusqu'à sa mort, Catherine Colomb travaillera encore à un dernier livre, *Les Royaumes combattants*, resté inachevé, comme si ce monde qu'elle n'a cessé de sonder résistait jusqu'au bout à toute clôture apaisée.

Ce qui frappe d'emblée, à la lecture de ces romans, c'est la place qu'occupent les maisons. Non comme motifs décoratifs, encore moins comme symboles plaqués, mais comme formes de durée contraignante. Chez Catherine Colomb, les maisons sont actives. Elles organisent les existences, distribuent les places, maintiennent les hiérarchies, conservent les silences. Elles héritent autant qu'on y habite. Elles imposent autant qu'elles abritent.

Les murs, les couloirs, les escaliers, les pièces fermées ne sont jamais neutres. Ils portent la trace des passages anciens, des gestes répétés, des renoncements accumulés. Une chambre n'est jamais seulement une chambre: elle est un lieu déjà occupé par des attentes, des regards absents, une mémoire qui veille encore. L'écri-

ture elle-même avance avec précaution, par glissements, comme si la phrase craignait de réveiller ce qui dort ou de reconnaître ce qui asphyxie.

Dans *Châteaux en enfance*, l'enfance n'est jamais une origine claire. Elle est d'emblée saturée de mémoire, traversée par des fragments de conscience qui surgissent sans ordre apparent, mêlant lieux, objets, figures anciennes, réminiscences étrangères. Ainsi cette phrase, à la fois concrète et déroutante: «Il fait chaud ici, les hivers seront moins rudes que là-bas, pas de loups; trois cent cinquante roubles que j'ai en poche; le vieux prince passe la frontière et mange un os de poulet.»

Rien n'est expliqué. Tout est donné comme un flux intérieur. L'enfance n'ouvre pas: elle prépare à porter. A porter un nom, une maison, une histoire, une fidélité, parfois au prix d'un écrasement précoce de toute légèreté possible.

Le temps, dans ces romans, ne progresse pas. Il s'accumule. Le passé n'est pas raconté, il insiste. Il affleure dans une manière de se tenir, de se taire, d'attendre. Dans *Les Esprits de la terre*, cette pression devient immédiatement perceptible, presque brutale. Le roman s'ouvre sur une parole heurtée, quasi tragique, qui brise toute illusion de quiétude rurale: «– Abraham vient de tomber! – De la tour? – Non, pas de la tour, de la corniche! – Mais mon Dieu qu'allait-il faire sur cette corniche? – C'est César qui l'a poussé! – César! – César!»

Ce dialogue sec dit mieux qu'un long commentaire la violence latente des liens familiaux, la cruauté sourde d'un monde où les vivants et les morts se tiennent dans une proximité dangereuse, presque sacrificielle.

La campagne vaudoise que donne à voir Catherine Colomb est à mille lieues de toute image pacifiée. Elle n'est ni refuge ni promesse. Elle est un espace réglé, clos, où la famille joue un rôle central: lieu de transmission, certes, mais aussi d'enfermement. Les générations antérieures y agissent comme une force souterraine. Les morts ne sont pas absents; ils orientent les gestes des vivants. Le présent n'a jamais la légèreté d'un commencement. Il est toujours déjà lesté, contraint, assigné.

Par moments pourtant, le réel se charge d'une lumière étrange, presque trompeuse. Une scène, un geste, un regard suffisent à faire surgir une beauté fragile, aussitôt menacée. Dans *Les Esprits de la terre*, un personnage contemple «quelques pierres roses et grises que les vagues de mars avaient

apportées» et lève les yeux vers «le ciel peuplé de fenêtres bleues et d'anges en trompe-l'œil». Ce n'est pas une échappée. C'est un scintillement précaire, immédiatement repris par la densité du monde. La beauté, chez Catherine Colomb, ne délivre pas: elle rappelle seulement ce qui manque, et ce qui ne sera pas réparé.

Dans *Le Temps des anges*, cette tension devient morale, presque spirituelle. Les personnages aspirent à une forme de justesse intérieure, à une fidélité plus vraie, mais se heurtent sans cesse au poids des conventions, des rôles hérités, des devoirs tacites. Ici, quelque chose peut gêner: l'écriture ne se contente plus d'exposer ces contraintes, elle les maintient jusqu'à frôler l'inhumain. Rien ne se résout. Tout se referme dans une persistance sourde, sans éclat, sans drame visible et le lecteur est tenu dans cette clôture.

C'est ici que Catherine Colomb se distingue nettement de la tradition de la littérature du pays réel. Elle n'est ni régionaliste, ni chantre du terroir, ni moraliste sociale. Là où d'autres ont voulu dire la terre, elle montre ce que la terre exige. Là où le pays réel tend parfois à rassurer, à fonder une appartenance, elle maintient une inquiétude persistante: celle d'un monde qui se perpétue au prix d'une lente usure intérieure. Le pays n'est pas une évidence; il est une charge.

On a souvent voulu lire Catherine Colomb comme une romancière de la critique sociale. C'est aller trop vite. Elle ne dénonce pas. Elle ne plaide pas. Elle observe, mais cette observation n'est pas neutre. Elle expose sans ménager, elle montre sans consoler. Elle révèle ce que coûte la continuité, ce que l'héritage impose, ce que la fidélité exige. Son œuvre ne console pas. Elle n'offre pas d'issue. Elle tient et oblige.

Dans une littérature romande longtemps tentée par l'enracinement apaisé, Catherine Colomb occupe ainsi une place essentielle et inconfortable. Elle rappelle que le réel ne se limite ni au paysage ni aux discours qu'on lui prête, mais qu'il s'inscrit dans des structures invisibles: maisons, familles, mémoires, durées. Lire Catherine Colomb, ce n'est pas admirer un monde clos à distance; c'est accepter d'y être pris soi-même, d'y reconnaître des mécanismes encore actifs, et d'interroger sa propre manière d'habiter la fidélité et le silence. Si son œuvre résiste encore, ce n'est pas par obscurité. C'est parce qu'elle ne cède rien, ni à ses personnages, ni à ses lecteurs.

Yannick Escher

### Les Cahiers de la Renaissance vaudoise ont cent ans Les Contrepoisons

En 1977, Marcel Regamey a senti ses forces diminuer et il s'est préoccupé d'un sujet difficile pour un fondateur: sa succession. Cette préoccupation l'a habité depuis les débuts, avec le souci de maintenir dans le Mouvement de la Renaissance vaudoise des forces jeunes qui se renouvellent génération après génération. Le moment était venu de transmettre la responsabilité à un homme de trente ans, dont le père et le grand-père avaient été actifs au sein de la Ligue vaudoise: Olivier Delacrétaz. De longues conversations, des lectures, de très rares conseils avaient précédé le moment déterminant. Et durant cinq ans, le successeur a pu œuvrer en collaboration étroite avec le fondateur, qui est décédé avec une pleine confiance dans l'avenir. Plusieurs articles de *La Nation* ont été consacrés à ce passage de témoin. Dans celui qui est intitulé *Succession* (18 juin 1977), M. Regamey conclut par cette phrase aussi simple que modeste: «Sous sa direction, je continuerai à collaborer à *La Nation* aussi longtemps que j'en aurai les forces.»

Peu après son décès, les responsables du Mouvement ont mis sur pied des moyens d'affirmer que ce dernier continuait grâce aux forces nouvelles. Pour montrer sa vitalité, Olivier Delacrétaz

a réuni diverses contributions rédigées par les jeunes de la Ligue vaudoise sous le titre de *Contrepoisons*. Parmi les dix auteurs sollicités, sept sont nés dans les années 1950 et deux en 1947: le plus jeune avait 25 ans; ils représentaient la nouvelle génération. Jean-François Cavin, leur aîné de quelques années, examine pourquoi la Ligue vaudoise ne participe pas à l'officialité, sous le titre *Une dissonance dans l'harmonie vaudoise?* Avec cette série, les Cahiers renouaient avec l'idée d'une revue.

Six livraisons de ces *Contrepoisons* seront rédigées entre 1984 et 2006 (N°s 106, 108, 112, 119, 132 et 145) et les sujets sont fort variés; en voici quelques-uns: l'universalisme, l'égalité et l'égalitarisme, la navigation fluviale, l'armée, le serment d'Hippocrate, la mort des forêts, les droits de l'homme, la morale et le droit, le royaume de Babar, la compétence tacite au plan fédéral, la nostalgie, les régimes politiques, éloge de l'échec, Dieu Père et non mère, le statut des paroisses, le centre...

Tous ces ouvrages peuvent se commander sur le site *les-cahiers.ch*. Pour certains, il ne reste que quelques exemplaires dans notre stock.

Yves Gerhard

### Entretiens du mercredi

Prochains rendez-vous:

11 mars: **Présentation de l'organisation paysanne Uniterre et de la situation actuelle du monde agricole suisse.**  
Avec Mme Berthe Darras, secrétaire à Uniterre.

18 mars: **Libéralisme et conservatisme: tentative de conciliation.**  
Avec M. Jonas Follonier, rédacteur en chef du *Regard libre*.

Place du Grand-Saint-Jean 1 à Lausanne, à 20h.  
[www.ligue-vaudoise.ch/mercredis](http://www.ligue-vaudoise.ch/mercredis)

## Neutre ou pas neutre?

Sur le site *Antipresse*, M. Eric Werner écrit que «la neutralité suisse appartient [...] au passé». C'est un jugement qu'à chaud, il nous est arrivé de partager. Quand la Confédération s'est soumise aux mesures de l'Union européenne à l'encontre de la Russie, par exemple, il était difficile de ne pas donner raison à M. Sergueï Lavrov, lequel déclarait que la Suisse, loin d'être neutre, était «ouvertement hostile» à la Russie. Même sentiment à propos de la tentative fédérale, en 1994, de mettre sur pied un corps de casques bleus suisses, ou à propos de l'adhésion à l'Organisation des nations unies en 2002, ou du droit accordé en 2011 aux camions britanniques de la coalition soutenant la résistance libyenne de traverser notre territoire, ou encore de l'entrisme otanien de Mme Amherd.

Et puis à chaque fois, au bout d'un certain temps, on doit bien constater que le monde continue de considé-

rer la Suisse comme un pays neutre. A distance, le coup de gueule de M. Lavrov apparaît moins comme un jugement politique de fond que comme un élément de langage musclé lié aux circonstances.

Les transgressions répétées de la neutralité suisse par les autorités fédérales sont objectivement graves et nous les avons combattues à chaque occasion. Mais avec les années, elles semblent relever d'une agitation de surface. Et sous cette surface, une force de résistance colossale est à l'œuvre. Force d'inertie de la population? Bien-faisante inertie, en ce cas!

En réalité, il y a beaucoup plus. La résistance de notre neutralité provient d'abord de ce que la Confédération est une réalité fragile, qui pourrait se défaire si nous participions militairement à une coalition contre un Etat tiers. En ce sens, la neutralité est consubs-

tantielle à la Suisse. La Confédération est neutre «sous peine de mort». C'est une certitude qui fait partie de l'inconscient collectif suisse.

Sur le plan international, le besoin subsiste d'un Etat suffisamment stable pour plaider en faveur du respect du droit international, d'un médiateur dépassionné routinier des bons offices, d'une autorité qui protège les intérêts d'Etats qui ont rompu leurs relations diplomatiques. Aujourd'hui encore, la Suisse représente les intérêts de l'Iran en Égypte et au Canada, ceux des États-Unis en Iran, ceux de la Russie en Géorgie et réciproquement. Même claudicante, notre neutralité appartient bel et bien au présent et continue d'être utile.

La neutralité est un capital de confiance. Au fil des siècles, une attitude constamment neutre a engendré une certaine image de la politique suisse. Les autres Etats, et surtout les Etats voisins, savent que nous reconnaissons des Etats et non des régimes ou des idéologies. Ils savent aussi que nous ne prenons jamais parti pour un belligérant contre l'autre; que nous sommes prêts à défendre notre territoire contre n'importe quel belligérant, ce qui dissuade les autres forces en présence de nous envahir à titre préventif; que nous regardons, au-delà des affrontements actuels, la paix qui suivra et dans laquelle nous jouerons notre rôle.

Ce capital de confiance était au plus haut au sortir de la Deuxième Guerre mondiale. Il est resté à peu près intact jusqu'en 1989.

La chute du Mur qui séparait le monde en deux court-circuita les cervelles fédérales. Elles y virent l'annonce prophétique et enthousiasmante d'une unification pacifique irrésistible de toutes les nations. Que cette idée fût contraire à tous les enseignements de toute l'histoire de tous les pays, qu'elle fût démentie jour après jour par toutes les armées du monde, qu'elle le soit aujourd'hui encore, et aujourd'hui plus que jamais, n'a en rien changé leur préjugé idéaliste. Elle leur inspire une politique étrangère suiviste, hâtive et incertaine.

Durant la Deuxième Guerre mondiale, la majorité des Suisses espéraient le triomphe des Alliés. Malgré la censure, cela transparaitait dans la presse. Mises en cause sur ce point, les autorités répliquaient habilement, tant aux Alliés qu'aux forces de l'Axe: «La Suisse est neutre, mais les Suisses ne le sont pas.» On pourrait modifier la formule: «La Suisse est neutre, même si les conseillers fédéraux ne le sont pas.»

Notre capital de neutralité conserve aujourd'hui encore une réelle importance. En ce sens, M. Werner se trompe. Mais nous lui concédons que ce capital s'amenuise à chaque faux-pas de notre politique étrangère.

Olivier Delacrétaz

## Le Cas Rasco

Un homme est attaqué au couteau par quatre voyous place de la Cathédrale. Ces malfaiteurs ne savent pas, mais ne tardent pas à l'apprendre à leurs dépens, qu'ils sont tombés sur un os. L'inspecteur Carrasco n'est pas d'humeur à se laisser faire. Au lieu de son porte-feuille, il leur donne des coups de poing et de couteau qui les mettent hors d'état de nuire. Ça se passe à une heure du soir où l'inspecteur n'est pas de service. Il est en ville pour boire un verre, comme à son habitude. Sauf qu'un bon flic comme lui est toujours de service.

Cette entrée en matière fracassante donne d'emblée l'idée du roman de Jean-Michel Espuña<sup>1</sup>: spectaculaire, hardi et radicalement opposé à l'idée du victimisme «compréhensif» et du crime justifié par déterminisme social. *Le Cas Rasco* est un polar qui se déroule à Lausanne. L'inspecteur, surnommé Rasco, marche au flair. Il est prêt à intervenir à chaque moment si quelque chose de louche se passe autour de lui. C'est un flic pas vraiment attachant, dont le passé, relaté par d'amples digressions, révèle sa haine des communistes. Arrogant et méprisant, il n'hésite pas à employer des méthodes musclées et violentes. C'est un incorruptible. Il aime les bagarres, les fusillades et n'éprouve aucune pitié pour les malfaiteurs. C'est sa meilleure qualité.

Encore inconnu du grand public, l'auteur lance un pavé dans la mare des polars conformistes et formatés, réputés réalistes mais surtout affreusement sérieux. Les flics y sont dessinés à l'identique, désabusés et cyniques. Résistant en sourdine contre ses supérieurs judiciaires qu'il juge coupés du terrain, Rasco considère que débarrasser la société de la vermine est un métier honorable et nécessaire et il l'exerce avec enthousiasme.

Carrasco est un personnage désinvolte et léger. C'est aussi le ton dominant du roman, malgré la gravité du sujet. Aidé de Justine, sa collègue novice dont le personnage aurait mérité plus d'étoffe, il a fort à faire face à des criminels de haute volée, qui

trempe dans le commerce des fœtus et de la transplantation d'organes. Enlèvements, séquestrations, assassinats, rien n'est omis. Cependant on s'aperçoit assez rapidement que l'intrigue, au lieu d'avancer, s'enlise. L'impression nous gagne que l'enquête part en vrille, avant de tourner carrément au massacre des témoins. Rasco ne cesse d'encaisser des coups. En revanche, même aux moments les plus durs, il ne se départit pas de sa désinvolture, de sorte que la souffrance n'affleure jamais. On peut considérer cela comme un défaut. L'auteur du *Cas Rasco* maintient une unité du style dans toutes les situations, partout et pour tous les personnages, quitte à nous lasser par moments. C'est la force de ce roman, celle de tenir une idée et de la suivre jusqu'au bout. En cela, l'auteur fait exactement la même chose que son personnage: il suit son idée fixe, quitte à se faire détester.

Raconté à la première personne du singulier, *Le Cas Rasco* nous montre qu'un roman policier, malgré son univers glauque et sinistre, peut aussi être réjouissant, voire enthousiasmant, porté qu'il est par une vraie ambition stylistique. On y trouve un goût poussé pour les jeux de mots et les néologismes. Certaines tournures hyperboliques font souvent mourir de rire. Le tout repose sur un sens rythmique solide, des phrases serrées et claires, et recèle une verve et une richesse d'invention qu'on aimerait trouver plus souvent dans les polars.

Le fait que ce polar pêche parfois par un certain excès stylistique, par ses côtés désincarnés et son goût du second degré, ne saurait nous gâcher le plaisir que sa lecture procure. Ce plaisir tient à sa force jouissive et à son attaque frontale de la société contemporaine, dénonçant le nihilisme selon lequel tout est permis et rien ne porte à conséquence.

Lars Klawonn

<sup>1</sup> Jean-Michel Espuña, *Le Cas Rasco*, Esquive, Lausanne, 2025, ISBN 978-2-8399-4514-1.

## Le creux de la 10<sup>e</sup>

24 heures du 26 février commente les résultats d'une étude sur le climat scolaire commandée par le Département de l'enseignement et de la formation professionnelle. Cinq mille six cents élèves de la 5<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> année ont ainsi été sondés, avec une focalisation particulière sur les trois dernières années de scolarité obligatoire.

Seuls 10% des adolescents de 12 à 15 ans consultés se déclarent malheureux à l'école. Mais, au lieu de se réjouir de 90% des jeunes se sentant bien à l'école, quoiqu'en âge de leurs premières révoltes existentielles, Véronique Berseth, déléguée à la protection du climat scolaire au DEF, se focalise sur la «souffrance» vécue par les 10% de malheureux. L'article en reste à ce constat, ne mentionnant hélas ni la nature, ni les origines, ni les mesures possibles pour diminuer ce mal-être.

Le rapport insiste sur le «creux de la 10<sup>e</sup>» année, où le bien-être, mais surtout l'intérêt (moins de 50%) pour les cours sont au plus bas. Ce coup de mou est déjà sensible en 9<sup>e</sup>, surtout pour les élèves de voie générale (VG). Une part de l'explication tiendrait au relâchement des élèves lors d'une année scolaire «qui n'est pas une étape significative» (comprenez après l'orientation en 8<sup>e</sup> et avant le certificat de 11<sup>e</sup>).

Ces observations sont mises en regard du projet Mat-EO<sup>1</sup>, en particulier de son modèle de promotion «10/11+4» qui prévoit la possibilité pour les meilleurs élèves de débiter leur gymnase à la fin de la 10<sup>e</sup> déjà. Opérer une sélection durant cette année de «creux» pourrait «renforcer

l'impression d'un système à deux vitesses».

L'emploi que les défenseurs de l'école unique feront de ces observations est facile à prévoir: la sélection en fin de 8<sup>e</sup> conduit au relâchement et au mal-être constatés en 9-10<sup>e</sup>; n'introduisons donc pas de nouvelle sélection en 10<sup>e</sup> et son potentiel «creux de la 11<sup>e</sup>», mais supprimons celle de la 8<sup>e</sup> pour rendre motivation et bonheur aux élèves de ces volées!

Ils combattront une interprétation pourtant tout aussi plausible: si les élèves s'ennuient, c'est que l'école inclusive s'ajoute au passage de trois à deux niveaux et mélange des élèves au capacités hétéroclites, certains manquant de stimulation intellectuelle et d'autres se décourageant devant des exigences trop hautes. Et que, pour ne pas stigmatiser le «système à deux vitesses» du passage au gymnase en 10<sup>e</sup>, le «creux» de motivation pourrait être anticipé en 9 ou 8<sup>e</sup> par le retour à une sélection plus précoce.

Cédric Cossy

<sup>1</sup> Voir *La Nation* N° 2298 du 6 février.

## LA NATION

Rédacteur responsable  
Cédric Cossy

Edition  
Ligue vaudoise  
Pl. Grand-Saint-Jean 1 / 1003 Lausanne

Tél. 021 312 19 14  
(le lundi de 8h30 à 12h30 et de 13h à 14h)

courrier@ligue-vaudoise.ch  
www.ligue-vaudoise.ch  
IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

## La vérité en pagaille

Dans le vocabulaire des marins, *appareiller en pagaille* consistait à laisser tomber l'ancre là où on se trouvait, dans l'urgence, et à jeter des objets au hasard dans la cale d'un navire. La pagaille, c'est le désordre.

Selon Monique Atlan, journaliste, et Roger-Pol Droit, philosophe et chroniqueur au *Monde des livres*, notre relation à la vérité est en pagaille. Nous sommes pourtant attachés au vrai : nous n'aimons pas nous tromper ni qu'on nous mente. Cela n'empêche pas, selon Atlan et Droit, qu'à l'ère des *deepfakes* et des propagandes déchainées, nous soyons dépossédés du concept de vérité, le senti subjectif ayant annulé l'examen rationnel des faits. Dans un livre<sup>1</sup> bienvenu, les auteurs tentent de réhabiliter la notion de vérité. Ils y parviennent en gros ; mais la conclusion n'est pas à la hauteur.

La vérité est devenue la propriété d'individus et de collectifs aussi hasardeux que provisoires, les *wokistes*. Si, né homme, je me sens femme, j'ai le droit de le devenir grâce à la chirurgie et aux traitements chimiques. C'est mon choix, coïncidant avec mon moi authentique. Peu importe la distinction biologique des sexes, invention du patriarcat. *A chacun sa vérité*. La joie de voir s'accomplir mon besoin de transformation prime. Dans beaucoup de domaines, ceux de la croyance, des idées politiques, de la morale, voire de la science, les débats contradictoires n'ont plus la cote. Nos médias ont pris l'habitude de réunir des gens d'accord sur l'essentiel, parfois réveillés par des divergences mineures. La crédulité est en hausse. S'indigner ou jubiler d'appartenir au bon camp remplacent la recherche commune du vrai. On ignore les méchants ou on les dénonce.

Le passage à la *post-vérité* a une longue histoire. Les auteurs retracent au chapitre II cette transition du vrai/faux *binaire* vers les *faits alternatifs* et les *interprétations* orientées.

La vérité fut d'abord divine, pour les Grecs comme pour les Hébreux. Elle

n'est pas une création humaine, mais est accessible aux hommes. Pour Platon elle se situe dans le ciel des Idées, la sagesse peut l'atteindre. Selon des modalités diverses, des livres sacrés la transmettent aux juifs, aux chrétiens, aux musulmans. Pour les chrétiens, elle s'incarne dans la personne du Christ. Le vrai et le bien coïncident. Les sages comprennent le vrai et font le bien.

Plus tard, la vérité devient *le produit de la raison humaine, une catégorie de notre pensée, une fonction de notre cerveau*. Elle passe encore pour universelle, partageable par tous, le bon sens étant, selon Descartes, la chose du monde la mieux partagée.

Pendant, dès Hérodote, la vérité est ébranlée, à cause des contacts avec des peuples barbares aux conceptions étranges. Les Grandes découvertes accentuent la surprise. *Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà*, dit Pascal. Le scepticisme croît, le relativisme ne détruit pas le concept de vérité ; celle-ci devient *plurielle*.

Puis apparaît l'ère du soupçon. Le discours réputé vrai a un arrière-plan. Selon Marx, les droits de l'homme dissimulent la lutte des classes, l'exploitation capitaliste des ouvriers. Selon Freud, *l'ego n'est pas maître dans sa propre maison*, nos actions réfléchies cachent des pulsions ; l'inconscient censure et refoule nos vrais motifs d'agir. La vérité ne disparaît pas, mais seuls les sociologues marxistes et les psychanalystes en perçoivent les manifestations obscures.

Nietzsche disqualifie plus profondément les vérités. Illusoires, elles sont des filtres imaginaires qui nous aident à vivre et nous consolent. Nous n'avons nul besoin de la cruelle vérité. Il n'y a pas de faits, juste des interprétations.

Que valent alors les affirmations de Nietzsche ? Sont-ce des illusions nouvelles ? Les faits existent pourtant. Entre deux précipices, même le sophiste emprunte le sentier de crête.

Heidegger inaugure la déconstruction (*Abbau*, en allemand). Selon lui,

nous vivons dans l'oubli de l'Être. La métaphysique, de Platon à Nietzsche, a pris un virage calculateur, technique, volontariste. La vérité n'est pas que correspondance du réel à nos représentations. Il faut remonter aux Présocratiques, pour en retrouver l'origine et recourir aux poètes afin de se pénétrer du vrai qui se dévoile en se dérochant aux investigations rationnelles.

Dans le sillage de Nietzsche et Heidegger opèrent les philosophes de la déconstruction. Foucault et Derrida, ayant connu le succès aux États-Unis, ont permis l'élaboration de la pensée éveillée (*woke*), décoloniale, antiraciste, écologiste, LGBTIQ+. Selon Foucault, la vérité, effet de pouvoir, exprime des rapports de force, imposés par les puissants aux homosexuels, aux prisonniers, aux fous ou aux *racisés*, jugés inférieurs.

Au chapitre III, Atlan et Droit rappellent ce que sont le faux et le vrai. Seul le vrai existe, même si l'erreur et le mensonge nous font mal. La vérité est le rapport entre des choses ou des événements extérieurs à l'esprit et leur formulation dans un langage donné. Deux principes d'Aristote définissent ce rapport : 1. celui de correspondance : *dire de ce qui est qu'il n'est pas et de ce qui n'est pas qu'il est, est faux. Dire de ce qui est qu'il est et de ce qui n'est pas qu'il n'est pas, est vrai*. 2. celui de non-contradiction : *une affirmation et son opposée ne peuvent pas être soutenues en même temps, du même point de vue, à propos d'une même réalité*. Les auteurs distinguent trois catégories de vérité : les vérités factuelles, les vérités logiques, les vérités d'opinion et croyance (religieuses, politiques, morales et esthétique). On n'élaborera pas les vérités scientifiques de façon à échapper à la critique, au contraire, on les rendra perméables à toute expérience ou observation qui permettrait de les réfuter.

Les vérités d'opinion sont à la jonction du corps et de l'esprit. Elles nous

tiennent à cœur et sont les premières victimes de la pagaille. Nous leur faisons confiance. Nous les croyons vraies. Elles relèvent aussi de la raison. Les concilier avec les vérités factuelles et logiques ne va pas de soi. Les auteurs recommandent un *relativisme modéré*, entre *scientisme* (n'est vrai que ce que confirment les sciences exactes) et *relativisme total* (à chacun sa vérité). L'être humain voudrait LA vérité absolue, mais celle-ci n'est qu'un *horizon*, un *moteur* permanent de recherche. Deux systèmes de réflexions cohabitent en nous. L'un est rapide, simplificateur, intuitif, adapté aux décisions urgentes, l'autre exige de la rigueur, de la lenteur, un labeur poussé. Il faut parfois les concilier, comme un commandant de corps de l'armée suisse le préconisait : *Ça presse, donc je réfléchis*.

La conclusion des auteurs nous déçoit. Donnent-ils soudain des gages à la bien-pensance ? Il faut *renouer avec l'idée démocratique... la revivifier... la démocratie est le moins pire des régimes... elle laisse chacun s'exprimer et débattre... tels sont les défis à relever... Il y a urgence*. Vraiment ? Beaucoup de chercheurs de vérités n'étaient pas démocrates. La démocratie est-elle compatible avec la vérité ? Ça se discute...

En revanche, nous aimons que les auteurs citent Kafka : *La vérité est ce dont chaque homme a besoin pour vivre et que pourtant il ne peut avoir ni acheter à personne. Chacun doit la produire au fond de lui-même, faute de quoi il périt. La vie sans la vérité est impossible. Peut-être que la vérité, c'est la vie elle-même*. Le Christ le dit : *Je suis le chemin, la vérité, la vie*. Kafka, juif, jette-t-il un pont ? Nos braves intellectuels français laïques l'emprunteront peut-être un jour.

Jacques Perrin

<sup>1</sup> Monique Atlan, Roger-Pol Droit : La grande pagaille ; le vrai, le faux et notre indifférence, éditions de L'Observatoire, Paris, 2026.

## Néolibéralisme, quésaco ?

Le terme néolibéralisme revient plus ou moins régulièrement dans les débats politiques, sans que son sens soit clairement établi. Certains auteurs considèrent qu'il n'y a pas de rupture par rapport au libéralisme classique, mais que ce dernier s'est simplement développé. D'autres, comme Barbara Stiegler, identifient une modification plus importante, survenue à partir des années 1930.

A cette époque, le libéralisme était confronté à de nombreuses remises en cause : la catastrophique crise de 1929, la révolution théorique de Keynes, le retour de l'intervention étatique avec le *New Deal* et l'apparition de nouveaux régimes – communisme, fascisme ou nazisme. Dans ce contexte, des auteurs libéraux se réunirent et renouvèrent la pensée libérale, pour la défendre. Le colloque Walter Lippmann de 1938 à Paris demeure la date emblématique de ce mouvement.

Deux grandes réactions virent le jour face aux difficultés du libéralisme. Une première, qu'on pourrait qualifier d'ultralibéralisme, consistait à renforcer la

logique du retrait de l'État de toute intervention économique.

La seconde, le néolibéralisme et sa variante allemande l'ordolibéralisme, considérait que les libéraux classiques s'étaient trompés en pensant que le marché optimal surgissait naturellement et se développait simplement en limitant les interventions de l'État. Ayant compris que le marché rêvé n'était pas un phénomène naturel, les néolibéraux en vinrent à considérer qu'il était nécessaire que l'État intervienne pour créer les conditions nécessaires au libre marché et gérer les règles le faisant fonctionner. L'éducation devait, quant à elle, former des individus conformes à l'idéal de l'*homo œconomicus*.

C'est ce changement d'approche vis-à-vis du rôle de l'État et de l'apparition du marché qui peut permettre de caractériser le néolibéralisme. Une forte intervention étatique constante pour faire exister au mieux le marché et étendre sa

Benjamin Ansermet

## Au four ou au turbin ?

On entend parfois dire que les militants du PLR n'ont pas d'idées. Hélas, parfois, ils en ont quand même. A mi-février, les Jeunes PLR ont voulu se moquer des opposants à l'imposition individuelle. Pour mémoire, l'imposition individuelle, sur laquelle les Suisses se prononcent ce dimanche 8

### LE COIN DU RONCHON

mars, est une revendication « progressiste » consistant en un chamboulement législatif énorme dont la seule utilité est de punir fiscalement – parfois très lourdement ! – les couples jugés trop traditionnels, où l'épouse n'est pas salariée à plein temps. Les militants juniors du parti progressiste-radical ont donc réalisé de fausses affiches suggérant que les opposants à cette mauvaise action voulaient remettre « les femmes aux fourneaux ».

Si l'on en croit la presse, les opposants à l'imposition individuelle ne se sont pas formalisés de cette plai-

santerie un peu ridicule. Bien. Mais si eux aussi avaient eu quelques idées, ils auraient aisément pu – et cela aurait été jouissif – se gausser symétriquement de cette pseudo-droite qui veut mettre *les femmes à l'usine* ; qui veut les faire *travailler*, parce que gérer un ménage, voyez-vous, ce n'est pas du *travail* ; qui veut empêcher les femmes de s'occuper de leur foyer, car il y a des femmes de ménage pour cela, et de s'occuper de leurs enfants, car il y a des mamans de jour pour cela ; et qui veut en l'occurrence les détourner de leurs fourneaux, parce que *les fourneaux* n'existent plus dans les appartements modernes, où la nourriture arrive par des livreurs de pizzas immigrés et mal payés.

C'est une grande déception et un grand paradoxe que de constater à quel point les gens de gauche (ou apparentés), qui ne rient généralement de rien, réussissent à mettre les rieurs de leur côté, tandis que le camp conservateur, malgré la facilité de la tâche, néglige de ridiculiser les sottises de ses adversaires.